

Observatoire de l'Arctique

Bulletin mensuel

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – JEAN-PAUL VANDERLINDEN –
FLORIAN VIDAL – THEO URVOY – MAGALI VULLIERME



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	5
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE.....	6
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	8
QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	9
PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE	11
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME	11

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS),

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge), Julia Tasse (IRIS)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Publications : Alexandre Taithe (FRS), Théo Urvoy (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Aux États-Unis, les armées, et notamment l'US Navy, continuent de se déployer dans la région arctique, avec la 7^{ème} présence d'un sous-marin nucléaire américain en 2023, l'USS *Washington*, en Norvège à Tromsø le 2 octobre dans le port de Grøtsund. Il s'agit de la 14^{ème} visite en 3 ans, le rythme des missions « affichées » s'est donc accéléré en 2023 ([High North News](#), 4 octobre). Au même moment se trouvait amarré à Tromsø le brise-glace USCGC *Healy* de la garde côtière américaine dans le port de Breivika. Cet arrêt fait suite au transit effectué par ce navire le long de la Route Maritime du Nord (voir le trajet du *Healy* dans la rubrique « Trafic maritime »). Durant celui-ci, il a effectué des opérations en mer de Sibérie orientale visant à relever et mettre à l'eau des bouées équipées de capteurs. Ces derniers servent à un réseau de recherche scientifique financé par l'agence de recherche américaine (NSF) : le *Nansen and Amundsen Basins Observational System* (NABOS). **La présence d'un navire de la garde côtière américaine dans cette région de l'Arctique proche de la Russie est inédite depuis au moins les années 1980** ([High North News](#), 4 septembre ; [High North News](#), 11 octobre).

Lors de la conférence *Arctic Circle* qui s'est récemment tenue en Islande, l'**Amiral Rob Bauer**, qui préside le Comité militaire de l'OTAN, a fait part de ses inquiétudes concernant les activités chinoises en Arctique, particulièrement sur les plans commercial et scientifique, qui pourraient être le précurseur à une présence militaire de la Chine dans la région. Notamment parce que les intentions de ce pays dans la région restent opaques aux yeux de l'OTAN ([gCaptain](#), 22 octobre). Ceci alors qu'un porte-conteneurs chinois, le *NewNew Polar Bear*, a effectué un double transit aller-retour entre la Chine et la mer Baltique. Ce navire serait d'ailleurs impliqué dans la coupure de deux câbles sous-marins de fibre optique connectant la Finlande, la Suède et l'Estonie, ainsi que le gazoduc Baltic Connector le 8 octobre 2023 ([The Barents Observer](#), 26 octobre).

Dans la mer de Barents, deux aéronefs militaires américains (un P-8A Poseidon et un RC-135W Rivet Joint) ont été déployés en septembre près des frontières russes, notamment près de l'île de Nouvelle-Zemble, déclenchant l'envoi d'appareil d'interception russes ([High North News](#), 20 septembre). Le ministère de la Défense américain, par la voix d'Iris Ferguson (*Arctic Strategy and Global Resilience Office*), a annoncé être en train de mettre à jour sa stratégie arctique datant de 2019. Cette mise à jour prévue pour 2024 est justifiée par les bouleversements géopolitiques récents, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et ses conséquences avec l'élargissement de l'OTAN en Arctique au travers de la Finlande et de la Suède ([High North News](#), 25 octobre). Toujours sur le plan doctrinal, la garde côtière américaine a dévoilé son plan de mise en œuvre de sa stratégie arctique publiée en 2019 (*Arctic Strategic Outlook*), au travers de 14 initiatives dont le renforcement des capacités de réponse en cas de catastrophe environnementale, l'accroissement des moyens en surface et aériens, ainsi que l'amélioration des télécommunications et la connaissance du domaine maritime (*Maritim Domain Awareness*) ([USCG News](#), 26 octobre). À son tour, l'administration Biden a publié le plan de mise en œuvre de la stratégie arctique de la Maison blanche, *the Implementation Plan for the NSAR* (NSARIP) elle-même publiée en 2022 : *National Strategy for the Arctic Region* (NSAR). Ce plan prévoit 30 objectifs et 200 actions concrètes à mettre en œuvre pour appliquer concrètement cette stratégie (notamment une présence et des capacités militaires américaines plus importantes dans la région) qui repose sur quatre piliers que sont : la sécurité, le climat, le développement économique durable ainsi que la coopération et la gouvernance sur le plan international ([White House](#), 23 octobre ; [DefenseCoop](#), 23 octobre).

Au **Canada**, la rédaction et la présentation du **nouveau cadre stratégique pour l'Arctique** ont occupé la majeure partie du mois d'octobre. Ce cadre, développé avec les chefs des Premières Nations, les Inuits et les Métis, et les territoires, va guider les investissements prioritaires du gouvernement fédéral jusqu'en 2030. Le conseil de direction du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord s'est réuni mi-octobre à Yellowknife pour parler de ses priorités : construction d'infrastructures d'énergie propre et de logements ; santé mentale, bien-être et revitalisation linguistique et culturelle ; sécurité au sens large et sécurité alimentaire. Nombreuses de ces priorités sont d'ailleurs partagées par l'ensemble des sous-régions arctiques, comme l'a rappelé Dan Vandal, ministre des Affaires du Nord du Canada, lorsqu'il a présenté les grandes lignes de ce nouveau Cadre à Reykjavik lors de l'Assemblée du Cercle arctique ([Eye On the Arctic](#), 17 octobre ; [Eye On the Arctic](#), 23 octobre). En termes d'infrastructure, 30 millions de dollars canadiens seront investis par le gouvernement fédéral au Nunavut et 20,8 millions à Yellowknife pour des logements locatifs ([Eye On the Arctic](#), 5 octobre ; [Radio Canada](#), 12 octobre). En parallèle de ces annonces, le **Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a averti des dirigeants inuits d'un risque que « des adversaires étrangers pourraient tenter de s'implanter au Canada en proposant de combler les lacunes qui persistent dans le Grand Nord en matière d'infrastructures » – la Chine et la Russie sont citées.** Les préoccupations du SCRS à ce sujet, bien que non détaillées, semblent importantes puisque certains de ses membres ont proposé leur aide pour rédiger

une proposition de budget visant à inciter Ottawa à dépenser davantage dans le Nord, selon un rapport du SCRS communiqué à CBC ([Radio Canada](#), 13 octobre). Par ailleurs, bien que Makivik demande un moratoire sur l'exploration minière au Nunavik, Glencore a investi pour l'agrandissement de sa mine Raglan. ([Radio Canada](#), 2 octobre ; [Radio Canada](#), 5 octobre). Ces annonces sont faites alors que l'Administration régionale Kativik (ARK) vient de terminer un imposant travail de nettoyage de sites miniers abandonnés. Ce non-respect d'une obligation légale – tout contrevenant s'exposant à une amende qui peut atteindre 3 millions de dollars canadiens – est très courant au Nunavik qui comptait au début des années 2000, environ 595 sites potentiellement délaissés. Le ministère des Ressources naturelles et des Forêts (MRNF) du Québec n'a, à date, jamais donné d'amendes aux compagnies minières ayant abandonné leurs sites d'exploration minière sans les remettre en état ([Eye On the Arctic](#), 24 octobre).

Au **Groenland**, à la suite de la réélection d'Erik Jensen à la tête du Siumut cet été, Mete B. Egede (IA) a formé un nouveau gouvernement de coalition avec le Siumut, dans lequel chacun des deux partis se partage les portefeuilles ; Erik Jensen sera chargé des finances. Le nouvel accord de coalition s'appuie sur quatre points-clés : le soutien au système de santé publique qui reste défaillant et qui souffre de sous-effectifs, une réforme de la taxation notamment en lien avec le tourisme, le désir partagé de construire l'indépendance par la création d'un département pour l'indépendance et, finalement, une stratégie pour le développement des matières premières et l'exploitation minière ([Altinget](#), 2 octobre). **À l'échelle internationale, des représentants groenlandais ont participé pour la première fois à la réunion de l'OTAN qui s'est tenue à Copenhague, ce qui démontre, selon Pele Broberg, un acte de reconnaissance vis-à-vis du Groenland, qui se positionne comme un acteur stratégique en Arctique** ([Sermitsiaq](#), 7 octobre).

Le Groenland a également officiellement mis en place une représentation à Beijing, au cours de la visite de la ministre des Affaires étrangères et pour l'indépendance, Vivian Motzfeldt ([Sermitsiaq](#), 20 octobre, [Sermitsiaq](#), 23 octobre). Au Danemark, après la rentrée du Folketing, Markus E. Olsen, suppléant d'Aki-Matilda Høegh-Dam, a tenu un discours historique, le premier en kalaallisut (groenlandais de l'Ouest) au sein de l'hémicycle. Il a notamment souligné : « *même dans notre propre pays, nous sommes traités comme des étrangers, car le danois est parlé principalement dans les administrations publiques* » ([Sermitsiaq](#), 5 octobre). Sur le plan régional, le Canada et le Groenland ont signé une lettre d'intention sur une aire marine de conservation dans l'Arctique. Pour Sara Olsvig, présidente de l'*Inuit Circumpolar Council*, « *cette initiative offre une occasion unique pour renforcer conjointement la conservation marine menée par les Inuits et élaborer de nouvelles approches dans lesquelles les Inuits participent à la gouvernance marine et à la définition des opportunités futures* » ([Eye On the Arctic](#), 19 octobre, [Sermitsiaq](#), 20 octobre). L'ICC a par ailleurs enjoint le Groenland de révoquer sa réserve territoriale et d'adhérer à l'Accord de Paris, lequel a constitué un tournant dans la participation des organisations autochtones ([Sermitsiaq](#), 10 octobre).

En **Islande**, c'est au tour de l'US Air Force d'assurer la police du ciel mise en place par l'OTAN au profit d'États membres démunis de telles capacités. À partir de l'aéroport de Keflavik, 4 F16 soutenus et opérés par 120 militaires américains déployés à partir du 22 octobre assureront la défense des abords de l'île ([Gouvernement Islandais](#), 20 octobre). Selon le dernier rapport de l'*Icelandic Tourist Board*, l'été 2023 a été le deuxième été le plus chargé dans le secteur du tourisme avec près de 790 000 touristes en Islande durant cette saison estivale, soit un quart de plus que 2022. Le contingent de touristes le plus important est constitué par les Américains qui ont été 300 000 à visiter l'île. Les touristes français représentent 5% du total avec 40 000 ressortissants comptés et font partie de ceux qui effectuent les séjours les plus longs ([Iceland Review](#), 23 octobre). Enfin, entre le 19 et le 21 octobre s'est tenue pour la dixième fois la conférence *Arctic Circle* au centre de conférence Harpa à Reykjavík, réunissant pas moins de 700 intervenants (cf. le compte rendu dans la rubrique « Gouvernance »). Les sujets principaux furent le réchauffement climatique mis en lien avec la crise climatique actuelle et le retour aux travaux du conseil de l'Arctique sous la récente présidence norvégienne ([RUV](#), 19 octobre).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Mer de Barents : accord entre la Norvège et la Russie sur les quotas de pêche en 2024

Du 16 au 21 octobre, la commission mixte russo-norvégienne des pêches s'est réunie par visio-conférence pour établir les quotas de pêche sur les stocks de poissons commercialisés comme le cabillaud et l'aiglefin pour l'année 2024. Celle-ci s'est accordée sur le volume total de pêche pour ces deux espèces : 453 427 tonnes pour le cabillaud ; 141 000 tonnes pour l'aiglefin. Il s'agit d'une baisse de 20 % du volume par rapport à l'année précédente, déjà en baisse de 20 % par rapport à 2022. La plus grande partie de ces quotas se divise entre la Norvège et la Russie, alors qu'une petite partie est réservée aux pays de l'Union européenne et à l'Islande. Pour rappel, cette coopération bilatérale, en œuvre depuis un demi-siècle, a favorisé la gestion durable des stocks halieutiques en mer de Barents.

Néanmoins, les tensions diplomatiques qui se sont amplifiées depuis le début de la guerre fragilisent un des derniers espaces de coopération entre les deux pays. Ainsi, la partie russe a tenu à préciser dans le protocole d'accord qu'elle juge illégitime les restrictions imposées aux bateaux de pêche russes concernant l'accès aux ports norvégiens. En outre, elle menace de « *suspendre ce protocole sans tenir compte des délais fixés au paragraphe 7 du règlement intérieur de la commission mixte si de nouvelles restrictions devaient être imposées par la Norvège* ». Selon Geir Hønneland, chercheur à l'Institut Fridtjof Nansen, cette hypothèse reste malgré tout improbable compte-tenu de l'avantage que cet accord offre à la Russie. Mais, la politisation et la possible préemption de cette question par l'administration présidentielle au sein du Kremlin reste un facteur d'incertitudes sur l'avenir de cette commission mixte ([Protocole de la 53^{ème} session de la commission mixte russo-norvégienne des pêches](#), 21 octobre 2023 ; [thebarentsobserver](#), [22 octobre](#) ; [27 octobre 2023](#)).

Norvège-Russie : intensification des tensions diplomatiques autour des questions mémorielles

Au cœur d'une longue discorde entre les deux pays, les questions mémorielles empoisonnent les relations entre Moscou et Oslo. Le dernier épisode est intervenu dans le Finnmark où le nouveau gouverneur, Hans-Jacob Bønå, a indiqué qu'il ne souhaitait pas la venue de représentants officiels russes lors de la future commémoration du 80^{ème} anniversaire de la libération du Finnmark oriental par les troupes soviétiques. Par ailleurs, il projette d'inviter le président ukrainien, Volodymyr Zelenski, à ces cérémonies qui doivent se tenir en octobre 2024, justifiant que le premier officier soviétique à entrer sur le territoire était ukrainien ([Communiqué du gouverneur du Finnmark](#), 10 octobre 2023 ; [thebarentsobserver](#), 10 octobre 2023).

Le 25 octobre, ces tensions se sont concentrées autour d'un incident survenu dans la commune de Sør-Varanger à l'occasion du dépôt de couronnes sur le mémorial de guerre par le nouveau maire récemment élu, Magnus Mæland, suivi du consul général russe Nikolai Konygin, commémorant le 79^{ème} anniversaire de la libération de Kirkenes par les troupes soviétiques. Alors que les autorités norvégiennes avaient alerté la partie russe de ne pas procéder à cette cérémonie, le consul général russe a déposé la couronne sur celle des officiels norvégiens suscitant des tensions autour du mémorial après ce geste perçu comme une provocation. Le maire de Sør-Varanger est revenu sur place pour déplacer la couronne russe. Locale, cette affaire a pris néanmoins une dimension diplomatique avec la convocation de l'ambassadeur norvégien au ministère des Affaires étrangères russe à Moscou pour dénoncer un « acte de vandalisme » et « un exemple de russophobie ». Une petite manifestation, organisée par des activistes de la « compagnie Volontaire » (*Volonterskaya rota*), proche du Kremlin, s'est également déroulée devant l'ambassade de Norvège ([thebarentsobserver](#), [25 octobre](#) ; [30 octobre 2023](#) ; [Communiqué du ministère des Affaires étrangères russe](#), 27 octobre 2023 ; [High North News](#), 29 octobre 2023).

Russie : visite de V. Poutine en Chine qui annonce un projet infrastructurel clé

En visite en Chine pour célébrer le 10^{ème} anniversaire de l'initiative chinoise des nouvelles routes de la Soie (*Belt and Road Initiative*), le président russe V. Poutine a confirmé la réorientation stratégique du pays vers l'Asie. En présence de 25 chefs d'État, cette première rencontre multilatérale pour le président russe depuis le début de la guerre en février 2022 a été

l'occasion de rappeler que le projet de développement de l'Arctique demeure une priorité de Moscou. Si le président chinois Xi Jinping ne fait pas mention de la région polaire au cours de ce sommet, V. Poutine a annoncé **la construction d'une ligne ferroviaire reliant les villes portuaires de Mourmansk et de Bander-Abbas en Iran**. Cette infrastructure de communication permettrait au port arctique russe d'accéder directement sur le Golfe persique et l'océan Indien ([Communiqué de l'administration présidentielle de la Fédération de Russie, thebarentsobserver](#), 18 octobre 2023). **Le Président russe a déclaré, en ce qui concerne la RMN, la Russie n'invite pas seulement ses partenaires à utiliser activement son potentiel de transit mais appelle les États intéressés à participer directement à son développement** ([Korabel.ru](#), 18 octobre : [Neftgaz.ru](#), 18 octobre).

États observateurs et Union européenne

La Turquie et l'Arctique : quelle interprétation ?

Le Parlement turc a ratifié le Traité du Svalbard, suscitant en Turquie ambitions politiques et confusions sur les droits et obligations découlant de texte de 1920.

Le Parlement turc a ratifié le Traité centenaire de Paris sur le Svalbard, qui octroie à la Norvège la souveraineté sur l'Archipel, tout en permettant un égal traitement des citoyens des États signataires, notamment pour l'exploitation minière, la pêche, ou la recherche météorologique. Historiquement, la Turquie a montré un intérêt croissant pour les régions polaires, principalement axé sur la recherche scientifique. Cette ratification pourrait sous-entendre de nouvelles ambitions, politiques et économiques. Une confusion persiste en effet dans la presse turque concernant cet accord, souvent appelé à tort le « Traité de l'Arctique », ou encore Traité du Spitzberg (appellation originelle, toujours utilisée par les Russes également, sans prise en compte du nouveau nom donné souverainement par les Norvégiens à l'archipel, le Svalbard), alimentant des perceptions erronées sur les opportunités économiques et juridiques. La presse turque explique ainsi que cette ratification permettrait aux citoyens turcs de bénéficier du privilège de résider et de s'engager dans des activités commerciales dans l'archipel, ouvrant la voie à l'acquisition de biens immobiliers et de permis de résidence, ainsi qu'à la pêche, à la chasse et à la recherche scientifique ([Hurryet Daily News, 7 octobre](#), [HighNorthNews, 10 octobre](#)). La Norvège a souligné que l'adhésion turque à l'accord aura un impact limité sur les opérations en cours au Svalbard, clarifiant que les règlements norvégiens ne distinguent pas les citoyens des États signataires de ceux des autres États. La protection de l'environnement permet de restreindre les droits d'exploitation des ressources naturelles au Svalbard, ces mesures concernent également les citoyens norvégiens. L'aire d'application du traité pour l'octroi de permis de pêche est une source régulière de tension entre l'Union européenne et la Norvège.

Bipolarisation de l'Arctique entre l'OTAN et la Russie : quelle tendance pour les autres membres des BRICS ?

Les projets de collaboration dans l'Arctique entre les BRICS sont complexes en raison des dynamiques nationales et de la géopolitique arctique, avec des signaux de soutien envers la Russie partagés. Bien que la Chine puisse profiter de l'affaiblissement russe, l'Inde maintient une position ambiguë, se rapprochant parfois des États-Unis. Le Brésil, proche de la Chine, pourrait soutenir l'ambition chinoise en échange d'un accès aux ressources arctiques, tandis que l'Afrique du Sud pourrait s'intégrer par des missions scientifiques communes. La Russie chercherait à introduire les BRICS dans l'Arctique pour sortir de son isolement, mais cela complexifierait la gouvernance actuelle.

Bien que les membres composant les BRICS (+6) portent un intérêt au développement de l'Arctique russe, les dynamiques nationales et la complexité de la géopolitique arctique ne convergent pas vers un soutien univoque à la Russie. Certes, la Chine, l'Inde ou le Brésil se rapprochent économiquement de la Russie pour la RMN, tandis que l'Afrique du Sud, et des membres rejoignant l'organisation en janvier 2024 ou ayant annoncé leur candidature (la Biélorussie, le Kazakhstan, la Serbie, le Nigeria...) ont participé à des exercices conjoints dans l'Arctique en 2023 ([The Barents Observer, 11 avril](#)). Avec l'invasion de l'Ukraine par Moscou, la majorité des BRICS (+ 6) n'a adopté aucune condamnation explicite ou des sanctions, créant un bloc assez homogène par contraste avec les positions occidentales. Mais dans l'Arctique, les positions apparaissent plus hétérogènes, des signaux aujourd'hui faibles mais qui pourront susciter des coopérations inédites ou au contraire des tensions.

Bien que l'alliance sino-russe soit importante dans la région avec des exercices militaires au large de l'Alaska et des investissements notables pour la RMN, elle semble pourtant être source de tension dans le futur. L'affaiblissement de la Russie du fait de la guerre touche également ses capacités industrielles et technologiques dans l'Arctique et laisse économiquement une place de plus en plus importante à la Chine ([Radio Canada, 12 mai 2023](#)). La dépendance de la Russie vis-à-vis de Beijing pourrait, à long terme, être source de tension, la projection par la Chine de moyens militaires en Arctique demeurant très probablement une ligne rouge pour Moscou.

Russie et Inde ont récemment échangé à Vladivostok sur l'utilisation de la RMN et le développement des communications maritimes, notamment un projet d'*Eastern Maritime Corridor*, qui relierait Vladivostok à l'Inde ([HighNorthNews, 6 octobre](#)). Les positions indiennes, malgré l'intérêt pour la RMN largement mis en avant par la Russie, sont cependant sujettes à différentes interprétations : « *Il est un fait que la diplomatie opportuniste indienne donne de plus en plus de signes ambigus, comme sa place au sein du QUAD Asie-Pacifique aux côtés des États-Unis, du Japon et de l'Australie, ou plus encore sa récente déclaration officielle de soutien à la position philippine sur la mer de Chine validée par la cour internationale de La Haye, qui constitue une véritable gifle pour la doctrine chinoise des « neuf traits »* » (Jean-Joseph Boillot, *Diplomatie n°123*, Septembre-Octobre 2023). L'exercice militaire annuel « Yudh Abhyas » entre l'armée indienne et l'armée américaine en est un exemple concret : pendant deux semaines, 350 soldats indiens se sont entraînés à Fort Wainwright, en Alaska, soit la deuxième année où l'exercice se déroule dans l'Arctique ([Hindustan Times, 6 octobre](#)). Si la relation avec la Chine se complexifie davantage, il n'est pas à exclure un rapprochement américain sur les questions polaires, et ce au détriment de la coopération idéalisée par la Russie.

Le Brésil reste quant à lui en quête du statut d'observateur au Conseil de l'Arctique, et s'intéresse au potentiel de la RMN, route qui n'a qu'un intérêt très secondaire pour un pays situé pour l'essentiel dans l'hémisphère sud. Au contraire de l'Inde, le Brésil est proche de la Chine et entretient une forte coopération économique, cette dernière étant son premier partenaire commercial ([SCIELO, juin 2023](#)). Si la relation sino-russe s'approfondit entre autres par le développement de la RMN, l'ambition de « *near-arctic state* » de la Chine pourrait être soutenue par Brasilia en échange d'un débouché dans le projet. La Russie cherchant à diversifier ses acheteurs depuis la guerre en Ukraine, les trois pays pourraient trouver un terrain d'entente vertueux et chercher à peser davantage dans la gouvernance arctique, où Moscou se retrouve aujourd'hui isolée. L'Afrique du Sud pourrait s'insérer par le même procédé, notamment par les missions scientifiques communes dans l'Arctique. Cette coopération serait avantageuse pour Moscou en ce sens que son regard se tourne également vers le pôle Sud, région pour laquelle Pretoria et Moscou coopèrent déjà (exemple récent d'escales au Cap de navires océanographiques russes à destination de l'Antarctique).

Le soutien à la Russie pourrait être renforcé par l'arrivée au sein des BRICS de six pays en janvier 2024 – Arabie Saoudite, Argentine, Égypte, Émirats Arabes Unis, Iran et Éthiopie – les trois premiers étant déjà Parties au Traité du Svalbard. Seul le Brésil, parmi les cinq BRICS actuels, n'a pas encore signé ce Traité ([HighNorthNews, 14 avril](#)).

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

Ouverture de nouveaux postes diplomatiques à Tromsø

En octobre, les États-Unis ont ouvert pour la première fois depuis 1994 un nouveau poste diplomatique à Tromsø. Ce poste est particulier car il ne s'agit pas d'une représentation consulaire ni d'une ambassade mais d'une « présence diplomatique » à Tromsø. L'ouverture de ce poste avait été annoncée en juin par Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, et a été effective le 27 octobre 2023 ([Reuters, 27 oct. 2023](#)). Le poste sera occupé par une seule personne qui sera située dans le même bâtiment que le secrétariat du Conseil de l'Arctique. Elle aura pour mission de se concentrer sur la diplomatie économique, scientifique et le travail du Conseil de l'Arctique. L'ambassadeur américain à Oslo a précisé qu'il s'agit d'un poste « non militaire ». Pour le professeur Marc Lanteigne, cela signale tout de même l'accroissement de l'intérêt stratégique de l'Arctique européen pour les États-Unis ([RCINET, 1^{er} juin 2023](#)). À l'occasion de l'ouverture du « poste diplomatique le plus septentrional des États-Unis », la sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique et aux affaires publiques, Liz Allen, s'est rendue à Tromsø et a rencontré le secrétaire d'État norvégien Eivind Vad Petersson afin de souligner la collaboration des États-Unis avec la Norvège pour renforcer la sécurité, promouvoir le développement durable et lutter contre le changement climatique dans l'Arctique, comme le prévoit le plan présidentiel de mise en œuvre de la stratégie nationale pour la région arctique ([US dept of State, 27 oct. 2023](#)).

Par ailleurs, en octobre, deux nouveaux *Senior Arctic Officials* ont été nommés, signe de la reprise d'activité du CA. En guise d'introduction à leurs nouveaux postes, le Canadien Robert Sinclair (qui a occupé divers postes à Moscou, Bruxelles et Londres) et l'Américain Eric Carlson (qui a été en poste à Oslo de 2015 à 2018) ont participé à l'*Arctic Circle* du 19 au 21 octobre ([Arctic Council, 25 oct. 2023](#)).

Enfin, en septembre, le ministère des Affaires étrangères norvégien a détaché une conseillère supplémentaire, Linda Solstrand Dahlberg, auprès du Secrétariat du Conseil de l'Arctique (CA) pour soutenir la Présidence norvégienne du Conseil ([LinkedIn, sept. 2023](#)).

Compte-rendu d'*Arctic Circle Assembly*, 19-21 octobre, Reykjavik

L'*Arctic Circle Assembly* (ACA), qui fêtait son dixième anniversaire, s'est tenu du 19 au 21 octobre à Reykjavik. Ce forum a été créé en 2013 par l'ancien président islandais Olafur Ragnar Grimsson, qui en est encore le charismatique directeur. Pas de coup de théâtre cette année, au contraire de ce qu'il s'était passé l'an dernier avec le vif échange entre l'ambassadeur chinois en Islande et un amiral de l'OTAN ([Cryopolitics, 19 octobre 2022](#)) et les interrogations sur la possible mort du Conseil d'Arctique. D'une manière générale, le ton était beaucoup moins dramatique que lors de l'édition précédente avec la mise en valeur d'éléments positifs comme les succès de la présidence norvégienne du CA et du moratoire sur la pêche dans l'océan Arctique central (CAOFA). Le retrait de la Russie du BEAC n'a, par exemple, été qu'à peine mentionné.

Le rôle accru des conférences et notamment de l'ACA dans la gouvernance de l'Arctique avait fait craindre un affaiblissement du rôle central du CA, en particulier grâce à la place importante donnée aux acteurs non arctiques et non étatiques dans les conférences. L'an dernier, les débats sur la potentielle mort du CA pendant la conférence avaient particulièrement irrité les diplomates arctiques. Il est donc intéressant de voir que cette année le CA semble avoir utilisé l'ACA à des fins de promotion de ses activités et du succès diplomatique de la reprise (limitée) de ses activités. Le secrétariat du CA au complet était présent et toutes les opportunités pour mettre en valeur la présidence norvégienne et les activités des groupes de travail ont été saisies : discours de la présidence norvégienne en plénière, réception à l'occasion du lancement de l'initiative contre les feux de forêts, présence d'un stand avec une sélection de goodies, brochures, nombreuses sessions sur les groupes de travail ([ACA, oct. 2023](#)).

La COP 28 était le thème principal des séances plénières avec la présence de la ministre du Changement climatique et de l'environnement des Émirats Arabes Unis. Un panel a également été dédié au 10^{ème} anniversaire du statut d'observateur

au CA des États asiatiques (Chine, Japon, Corée du Sud, Inde et Singapour). Enfin, le dernier jour, l'ambassadeur français pour les pôles a présenté le *One planet – polar summit* en plénière lors d'une séance raccourcie par le manque de temps.

Réunion de la présidence du CA avec les représentants permanents

Les 2 et 3 octobre, la Présidence norvégienne a organisé une réunion avec les six organisations des peuples autochtones ayant le statut de participant permanent au Conseil de l'Arctique. Plus de 20 participants représentant les six organisations se sont réunis en personne à Kirkenes. La réunion s'est tenue en marge de la conférence régionale des peuples autochtones arctiques dans le cadre de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. La conférence était accueillie par le Conseil Saami en vue de la COP 28 qui aura lieu le mois prochain à Dubaï.

Les discussions ont porté sur la reprise des activités du Conseil de l'Arctique au niveau des groupes de travail et sur la mise en œuvre du programme de la présidence norvégienne. Tous les participants permanents autochtones ont été invités à faire part de leurs priorités dans les travaux du Conseil de l'Arctique, à fournir une mise à jour de leurs activités et à discuter de la voie à suivre pour le Conseil de l'Arctique. Parmi les autres sujets abordés figurent les priorités transversales de la présidence norvégienne concernant les peuples autochtones et la jeunesse, ainsi que la manière de renforcer l'implication des participants permanents dans les projets du Conseil de l'Arctique ([Arctic Council, 3 oct. 2023](#)).

Une réunion similaire organisée par la présidence norvégienne avec les présidents et secrétaires exécutifs des groupes de travail et des groupes d'experts du Conseil de l'Arctique avait eu lieu en juin 2023 (voir bulletin de juillet 2023).

Questions militaires, industrielles et technologiques

La réorganisation des districts militaires du flanc nord de la Russie : quelles perspectives en Arctique ?

La restructuration militaire russe, en réponse à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, pourrait marquer le début d'une réforme plus vaste des forces armées russes, soulevant des préoccupations quant aux tensions potentielles avec les États-Unis et l'OTAN dans la région arctique.

La récente restructuration des forces militaires russes, en réponse à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, suscite des interrogations quant à ses implications pour l'Arctique ([The Barents Observer, 10 octobre](#)). Cette décision, impliquant le passage de la Flotte du Nord sous le district militaire de Leningrad, vise à renforcer la capacité de dissuasion stratégique de la Russie face à la présence renforcée de l'OTAN en Europe du Nord. Deux représentations subordonnées et concurrentes guident la politique russe dans l'Arctique : « l'Arctique en tant que base de ressources » et le « discours sur la souveraineté ». Alors que dans les stratégies arctiques de 2008 et 2013, les intérêts économiques prévalaient, le « discours sur la souveraineté », lié à la « vulnérabilité » et à l'aspect militaire de « l'ambition de grande puissance », a récemment pris de l'importance en raison des préoccupations russes face à la concurrence accrue des grandes puissances dans l'Arctique. Les récentes modifications de la stratégie arctique russe en 2023 ont renforcé cet accent sur la souveraineté et les intérêts nationaux ([Jørgen Staun, Polar Record](#)). Cette évolution ne signifie pas un changement radical de politique, mais met l'accent sur la souveraineté, les intérêts nationaux et l'équilibre du pouvoir dans la politique arctique russe. Bien que la Russie renforce sa présence militaire en Arctique, principalement dans une logique de bastion, cela crée également une capacité offensive accrue, rendant les installations comme la base de Thulé des États-Unis et les lignes de communication de l'OTAN à travers l'Atlantique Nord, plus vulnérables. Cette restructuration témoigne du retour partiel à l'organisation militaire de l'ère soviétique et vise à renforcer la capacité de dissuasion stratégique de la Russie face à une éventuelle confrontation avec l'OTAN. Cette évolution, résultant des changements géopolitiques rapides le long des frontières russes et des leçons tirées du conflit en Ukraine, pourrait indiquer le début d'une restructuration plus vaste des forces armées russes. Cette escalade potentielle de la militarisation peut conduire à des tensions accrues entre les États-Unis, l'OTAN et la Russie dans la région arctique.

Le tourisme, des dimensions duales à prendre en compte pour la sécurité nordique ?

L'essor du tourisme dans l'Arctique, accentué par l'ouverture du port spatial d'Andøya en Norvège, suscite des préoccupations de sécurité croissantes en raison des risques de sabotage et de collecte d'informations stratégiques, entretenant ainsi les activités civiles avec des enjeux de sécurité majeurs pour les autorités norvégiennes.

Le certain essor du tourisme dans l'Arctique soulève des préoccupations de sécurité de plus en plus pressantes, notamment en Norvège où le nouveau port spatial d'Andøya concentre la vigilance des autorités ([HighNorthNews, 13 octobre](#)). Les activités civiles, dont le tourisme aux côtés du secteur de l'énergie ou de la pêche, se trouvent dès lors entremêlées avec des considérations de sécurité liées à l'intérêt stratégique des installations voisines. Basé entre Narvik et Tromsø, le premier port spatial européen sur le continent devient une cible potentielle des sabotages, et représente une véritable source d'information pour les renseignements concurrents. Pour les autorités, le tourisme représente une menace, en ce sens qu'il peut permettre à un État d'œuvrer à couvert pour récolter des données sur les lieux, et/ou en participant à des activités de sabotage. Face à ces menaces potentielles, les autorités norvégiennes ont renforcé leurs mesures de sécurité autour des sites satellitaires, mais également énergétiques ou sous-marins. Les coupures de câbles sous-marins au Svalbard l'année dernière ou en mer de Barents en octobre 2023 confirment dans une certaine mesure l'inquiétude norvégienne quant à l'utilisation de méthodes duales par la Russie (et de la Chine dans l'exemple de la mer de Barents) dans le cadre de ce que l'on peut considérer comme étant un conflit hybride.

Un SNA français en escale à Tromsø : la Marine affiche sa présence dans le Grand Nord

Un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) français de la classe Rubis, accompagné du bâtiment de soutien et d'assistance métropolitain (BSAM) *Garonne*, ont accosté à Grøtsund, à quelques kilomètres de Tromsø, au nord de la Norvège. Il s'agit de la première escale d'un SNA français à Tromsø selon *High North News*, port qui accueille en revanche des sous-marins nucléaires américains et britanniques. Ce double déploiement témoigne de la volonté des Armées d'afficher la contribution de la France à la sécurité du Nord de l'Europe et son engagement interallié.

Le (BSAM) *Garonne* a été déployé en Arctique pendant trois mois, entre la mi-juillet et la première semaine d'octobre 2023. Présent au Canada et à Saint-Pierre-et-Miquelon, puis au Groenland et enfin en Norvège, le navire a assuré des missions de formation, de secours en mer (exercice de remorquage du *Commandant Charcot*, opéré par la compagnie Le Ponant), logistiques (en soutien par exemple du SNA déployé au nord de la Norvège), et a contribué à la coopération avec les partenaires français dans ces zones.

Les bâtiments français effectuent une vingtaine d'escales par an en Norvège. Les missions assurées par la Marine nationale en Arctique permettent l'acquisition de connaissances sur ces zones extrêmes et de hautes latitudes, et préparent la capacité à opérer pleinement dans le Grand Nord ([HighNorthnews.com](#), 29 septembre).

Technologies, recherche : vers une territorialisation épistémique de l'Arctique par la Chine ?

Le China News Service affirme qu'un drone autonome chinois a réussi à « obtenir de nombreuses données lors de la dernière expédition du pays dans l'Arctique ». L'AUV aurait fait partie de la 13^{ème} équipe d'expédition scientifique chinoise dans l'Arctique, organisée par le ministère des Ressources naturelles, partie de Shanghai à bord du brise-glace polaire Xuelong II pour une expédition dans l'océan Arctique de début juillet à fin septembre 2023.

Un véhicule sous-marin autonome a recueilli des données abondantes lors de la dernière expédition arctique du pays, révélant diverses caractéristiques situées sous le pôle Nord ([Xinhua, 9 octobre](#)). Le robot appelé XH1000, créé par des chercheurs de l'Université d'ingénierie de Harbin, a effectué des opérations de détection de l'environnement sous la glace près de la mer de Tchoukotka et a transmis des données variées, y compris la température de l'eau de mer, la salinité et le pH. Équipé de sonars développés en Chine, ce véhicule autonome aurait exploré une superficie de 7 000 mètres carrés sous la glace arctique (la surface couverte doit être bien supérieure à ces annonces). L'expédition a également permis de vérifier plusieurs technologies, notamment la navigation sous-marine à haute latitude dans la région polaire, fournissant une expérience précieuse pour les submersibles robotiques travaillant dans des zones polaires et des environnements extrêmes. Les scientifiques chinois ont pris le départ pour la 13^{ème} expédition scientifique dans l'océan Arctique le 12 juillet à bord du brise-glace polaire *Xuelong II*. Ils ont parcouru 15 000 milles marins avant de revenir à Shanghai le 27 septembre. Le *Xuelong II*

a atteint le pôle Nord le 5 septembre. Cette dynamique scientifique chinoise va de pair avec les intérêts du pays dans la région, symbolisés par la rencontre entre Vladimir Poutine et Xi Jinping à Pékin mi-octobre, et du *Xiangshan Forum* réunissant leurs ministres de la Défense ([CNN, 30 octobre](#)).

À l'image de ce programme, la Chine mènerait ainsi selon un jeune chercheur ([EITERJORD Trym, Territory, Politics, Governance, 3 août 2023](#)) une géopolitique volumétrique de l'Arctique, en multipliant les programmes permettant une évaluation quantitative du Grand Nord. **Les technologies et les pratiques déployées ont pour but de rendre l'espace et les volumes lisibles, quantifiables. La recherche scientifique chinoise en Arctique serait utilisée selon l'auteur comme une « technologie politique »,** marquant une territorialisation par la science et transformant la manière de faire de la recherche dans cette zone polaire. C'est en ce sens que Trym Eiterjord parle d'une territorialisation épistémique de l'Arctique par la Chine.

Publications des instituts de recherche

Vers une « Atlantification » de l'océan Arctique ?

Selon l'étude menée par une équipe internationale dirigée par Igor Polyakov de l'Université d'Alaska Fairbank, l'océan Arctique fait face à un phénomène d'« Atlantification », expliquant la stagnation relative de la perte de glace depuis 2007 ([Regard sur l'Arctique, 6 septembre](#)). Le minima de couverture de banquise depuis les mesures satellites en 1979 date de 2012. Les échanges entre l'Atlantique Nord et l'Arctique, influençant le climat, sont analysés. Les vents ont dirigé l'eau douce des rivières sibériennes vers l'océan Arctique canadien, ralentissant ainsi la fonte de la glace. Cependant, ce processus instable pourrait s'inverser, et accélérer alors la fonte de la glace dans toute la région arctique. Par ailleurs, des chercheurs de l'Université de Stockholm ont découvert, via des carottes de sédiments, qu'une espèce subpolaire liée à l'Atlantique vivait sans glace dans l'Arctique il y a environ 129 000 à 115 000 ans ([Regard sur l'Arctique, 8 août](#)). Cela indique que les étés dans l'Arctique étaient exempts de glace pendant cette période. Cette découverte, publiée dans *Nature Geoscience*, est préoccupante car la température était seulement 1,5°C plus élevée qu'aujourd'hui, soulignant l'importance de comprendre cet état passé pour évaluer les futurs scénarios climatiques.

Trafic maritime – Sécurité maritime

Entre juillet et octobre, avec des conditions encore exceptionnelles, 11 pétroliers Aframax et Suezmax ont effectué 13 voyages de fret sur **la route maritime du Nord** d'ouest en est. 10 de ces 11 pétroliers sont gérés par Sovcomflot et possèdent une classe Glace faible. Les voyages de la Baltique vers l'Asie ont duré en moyenne 50 jours (45 jours via le canal de Suez avec des frais de passage). Si la décision de la Russie de déployer des pétroliers non glace dans l'Arctique est critiquée, le nombre de cargos non classe Glace en transit pendant l'été a également atteint un niveau plus élevé que les années précédentes. Le porte-conteneurs chinois *NewNew Polar Bear*, exploité par la société chinoise NewNew Line Shipping qui possède 4 autres porte-conteneurs d'une capacité de 1 600 à 3 500 EVP, a inauguré la route qui fonctionnera de façon saisonnière de juillet à octobre pendant les périodes de faible concentration de glace. Au cours de la saison, le *NewNew Polar Bear* a déjà effectué deux transports. **C'est ce même navire (avec le cargo russe à propulsion nucléaire *Sevmorput* à proximité) qui est accusé d'avoir sectionné le gazoduc en Finlande, son ancre pourrait être celle retrouvée proche de l'impact. Le *NewNew Polar Bear* a été vu sur le trajet retour au port d'Arkengelsk avec une ancre manquante** ([Splash247.com](#) ; 2 octobre ; [Korabel.ru](#), 20 octobre ; [Korabel.ru](#), 18 octobre). Le Bureau national d'enquête finlandais a ouvert une [enquête](#) sur des navires qui ont navigué dans la zone lors de **l'incident du gazoduc** le 7 octobre. Deux navires sont mentionnés, le

Sevmorput, exploité par Rosatomflot, et le porte-conteneurs chinois *NewNew Polar Bear* ([TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 18 octobre ; gCaptain.com, 20 octobre ; gCaptain.com, 26 octobre ; [YouTube.com](https://www.youtube.com), 26 octobre ; [TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 26 octobre).

Le **volume du trafic de marchandises le long de la RMN** en 2024 pourrait ne pas atteindre 80 MT par an. Voulu par Vladimir Poutine, ce volume de 80 MT par an est toujours l'objectif à atteindre. Les experts occidentaux ont toujours été sceptiques quant à la réalisation de cet objectif qui reposait sur la concrétisation complète des projets Arctic LNG2 et Vostok Oil. En raison des sanctions occidentales, il paraît peu probable que cet objectif soit atteint. Tout au mieux, si le 1^{er} train d'Arctic LNG2 entre bien en service fin 2023 et que Vostok Oil soit opérationnel en 2024, le volume ne devrait pas excéder 50 MT (Yamal LNG 21 MT, Arctic LNG2 6 MT ; Vostok Oil 10 MT ; trafic divers sur route de transit 10 MT). **La Russie ambitionne de devenir le fournisseur principal de la Chine avec 50 MT de GNL par an** ([Neftgaz.ru](https://neftgaz.ru), 23 octobre ; [Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 19 octobre).

Le Centre pour la construction d'installations offshore de grande capacité (CSKMS) de la société Novatek dans le village de Belokamenka à Mourmansk a commencé la construction du 3^{ème} train de l'usine **Arctic LNG 2**. 1 700 m³ de béton de la base gravitaire ont déjà été coulés ([Pro-Arctic.ru](https://www.pro-arctic.ru), 19 octobre).

Novatek a annoncé qu'il prenait en charge la construction du gazoduc qui approvisionnera l'usine de GNL de Mourmansk, ainsi que dans les régions où passe le gazoduc, à la place de Gazprom dont c'est le cœur de métier. **Mourmansk LNG n'aura pas besoin de méthaniers de classe brise-glace pour exporter ses produits**. L'usine sera alimentée par l'énergie excédentaire de la centrale nucléaire de Kola, ce qui permettra à Novatek de ne pas dépendre des turbines à gaz sanctionnées par les fabricants occidentaux. On estime que les 3 trains de liquéfaction de gaz projetés auront besoin d'une capacité totale de 1 500 MW. Avec la construction du gazoduc vers Mourmansk, Novatek conteste ainsi le monopole gazier de Gazprom, l'entreprise énergétique publique contrôlant aujourd'hui entièrement le réseau national de gazoducs. Le gazoduc de 1 300 km de Volkhov, près de Saint-Petersbourg, jusqu'à la péninsule de Kola pourrait être prêt en 2027, l'année même où Novatek a l'intention d'achever le premier des 3 trains de Mourmansk LNG. Le prix de la construction est estimé à environ 450 milliards de roubles (4,37 milliards d'euros). La capacité du complexe sera de 10,4 MT ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 11 octobre 2023 ; [Interfax.ru](https://www.interfax.ru) ; 11 octobre 2023 ; [Pro-Arctic.ru](https://www.pro-arctic.ru), 17 octobre ; [TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 17 octobre).

Cinq ans après avoir remorqué la seule centrale nucléaire flottante au monde dans l'Arctique, l'*Akademik Lomonossov*, Rosatom a livré un nouveau lot de combustible nucléaire à l'installation. **Les matières nucléaires ont voyagé le long de la RMN** de Mourmansk à Pevek à bord du cargo classique âgé de 20 ans, le *Smp Arkhangelsk*. Ce dernier n'est pas un navire spécialisé et remplace l'*Imandra* et le *Lotta* qui ne semblent plus en capacité d'assurer les voyages pour lesquels ils sont prévus. À plus [long terme](#), il est prévu que l'*Imandra* soit déclassé, tout comme le *Lotta*, un autre navire de service stockant du combustible nucléaire usé sur la base d'Atomflot. Un 3^{ème} navire, le *Rossita*, transporte à Atomflot le combustible nucléaire usé des sous-marins. Un projet de navire [MSATO, project 22770](#) est prévu pour remplacer ces navires en 2029 ([Atommedia.ru](https://www.atommедia.ru) ; 12 octobre 2023, [HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 16 octobre).

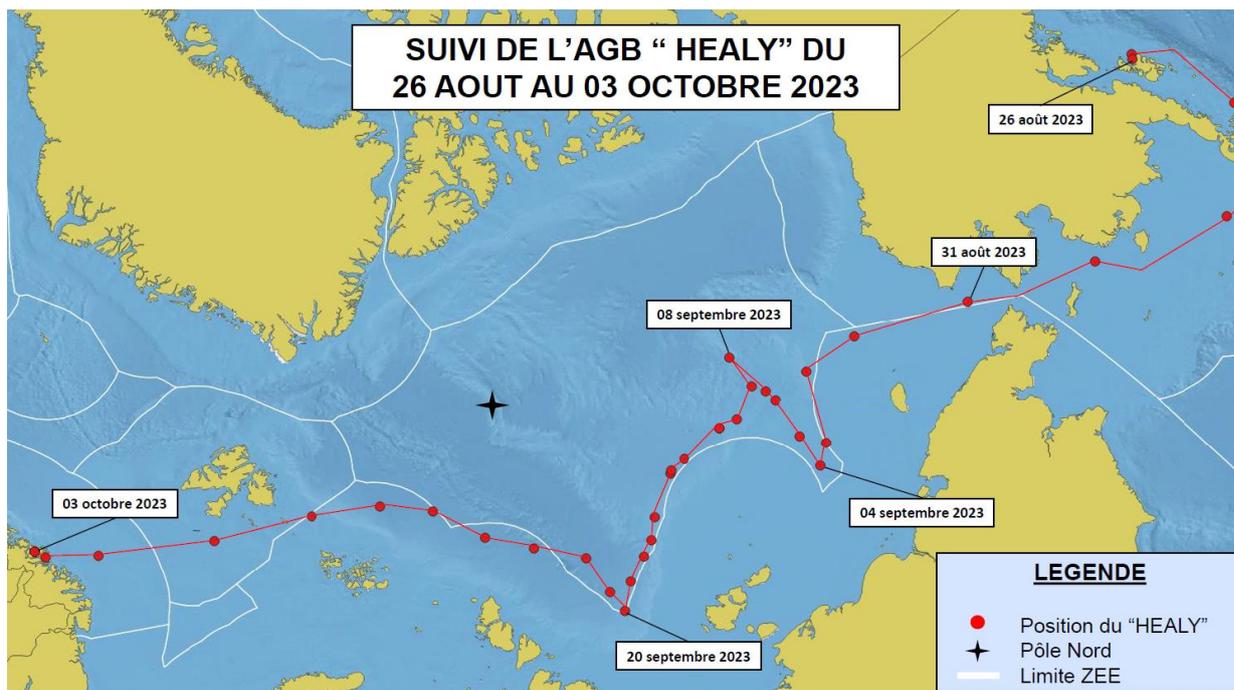
La société d'État Rosatom, à travers sa filiale Rosatom Cargo, et l'opérateur portuaire arabe DP World ont créé une joint-venture, International Container Logistics, pour **développer le transport de conteneurs en transit le long de la RMN avec des Hubs à son extrémité**. DP World est l'un des plus grands opérateurs portuaires au monde, détenu par le gouvernement des Émirats arabes unis. Le groupe gère plus de 80 terminaux portuaires dans 40 pays (gCaptain.com, 24 octobre ; [Pro-Arctic.ru](https://www.pro-arctic.ru), 24 octobre ; [ArcticPortal.com](https://www.arcticportal.com), 26 octobre ; [HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 26 octobre).

La société AEON n'a pas encore signé de contrat pour la construction d'un des 16 vraquiers de classe glace nécessaires au **transport du charbon du gisement Syradasay en péninsule de Taïmyr**. L'opérateur du projet de développement du champ North Star a fait l'objet de sanctions en mai, ce qui rend difficile les commandes de vraquiers auprès des chantiers navals étrangers. Selon les analystes, il n'y a pas non plus de capacités libres en Russie pour la construction de navires. AEON serait alors contraint d'affréter des vraquiers étrangers à partir de mars 2026 (à condition qu'ils existent), ce qui nécessitera une autorisation spéciale du gouvernement ([Korabel.ru](https://www.korabel.ru), 25 octobre ; [Kommersant.ru](https://www.kommersant.ru), 24 octobre).

Le **gouvernement russe a l'intention de réduire de dix milliards de roubles le financement de la construction des brise-glaces à propulsion nucléaire sur la période 2024-2026**. Les coupes budgétaires surviennent alors que la Russie, en guerre, augmente ses dépenses militaires. Les deux derniers projets de brise-glaces LK-60, le *Kamchatka* et le *Sakhalin*, sur la série de 7, devaient initialement être achevés en 2028 et 2030. Le prix réel risque d'être beaucoup plus élevé et le calendrier de livraison reporté comme pour le projet *Leader* dont seulement 5% des travaux sont achevés. Sa mise en service initialement prévue en 2027 serait repoussée au mieux en 2029, avec un coût prohibitif de 1,95 milliard d'euros ([TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 13 octobre).

Les garde-côtes américains ne possèdent que deux brise-glaces océaniques, le *Polar Star* et le *Healy*. Alors que la construction du premier prototype est en cours aux chantiers navals de Bollinger, l'USCG souhaiterait acquérir au moins un brise-glace d'occasion pour faire la transition avant la mise en service de l'USCGC *Polar Sentinel* en 2028, à l'image de la garde côtière canadienne avec le refit de 3 supplis achetés à la compagnie suédoise Viking. L'acquisition de l'AHTS américain *Aiviq* a été évoquée de façon récurrente sans qu'une suite favorable ait été donnée sous prétexte qu'il ne réunit pas les capacités (gCaptain.com, 26 octobre ; gCaptain.com, 15 septembre).

Le brise-glace de la garde côtière américaine, l'USCGC *Healy*, est arrivé à Tromsø le 3 octobre à l'issue de sa campagne océanographique en Arctique. Le navire a opéré à la marge de la ZEE russe (voir bulletins précédents) (HighNorthnews.com ; 27 septembre 2023 ; HighNorthnews.com, 11 octobre 2023).



Transit du brise-glace de l'US Coast Guard Healy en Arctique en septembre 2023
(@[Airbus Defense/space](https://twitter.com/AirbusDefenseSpace))